

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 13 MARS 1930

Rapport de la Commission des Affaires Etrangères chargée d'examiner les Projets de Loi :

- 1° Approuvant le Traité d'amitié conclu à Téhéran, le 23 mai 1929, entre la Belgique et la Perse ;**
- 2° Approuvant la Convention d'établissement conclue entre la Belgique et la Perse, le 9 mai 1929 ;**
- 3° Approuvant la Convention de commerce et de navigation conclue à Téhéran, le 9 mai 1929, entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et la Perse.**

(Voir les n°s 78, 79 et 80 du Sénat.)

Présents : MM. le baron DESCAMPS, président-rapporteur ; le baron DE DORLODOT, le baron DE KERCHOVE D'EXAERDE, DIGNEFFE, FRANÇOIS, JOACHIM, SEGERS et VOLCKAERT.

MADAME, MESSIEURS,

Au nom de votre Commission des Affaires Étrangères, j'ai l'honneur de vous faire rapport sur l'ensemble des Accords appelés à remplacer le régime capitulaire établi en Perse par le Traité du 31 juin 1857 et dénoncé par le Gouvernement persan aux Puissances étrangères le 10 mai 1927.

Ces nouveaux Accords renferment trois conventions.

La première est la Convention de commerce et de navigation conclue à Téhéran le 9 mai 1929 entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et la Perse. Cette convention dont l'Exposé des motifs relève les clauses principales, est instaurée, d'une manière générale, sur la base du traitement de la nation la plus favorisée à l'importation et à l'exportation des marchandises du

territoire douanier de chacune des Parties contractantes.

La nouvelle Convention comprend les dispositions généralement reprises dans nos Traités de commerce concernant les taxes et droits intérieurs, les formalités relatives aux certificats d'origine, la liberté du transit, le régime des voyageurs de commerce et de leurs échantillons, le traitement des navires de commerce et de leurs cargaisons. Elle excepte du bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, ainsi qu'il est d'usage, les privilèges spéciaux consentis en cas d'union douanière ou dans les relations frontalières avec les États limitrophes.

Les Parties contractantes conviennent de n'entraver leurs relations commerciales réciproques par aucune prohibition d'importation ou d'exportation, à l'exception des catégories de prohibitions et restrictions admises par la Convention Internationale signée à

Genève, le 8 novembre 1927. Les Parties s'engagent, en outre, à appliquer dans leurs rapports réciproques, les Conventions internationales suivantes :

1^o La Convention conclue à Genève, en 1923, pour la simplification des formalités douanières;

2^o Les Conventions et Statuts sur le régime international des ports maritimes signés à Genève, en 1923;

3^o Le Protocole sur les clauses d'arbitrage fait à Genève, en 1923, en ce qui concerne les contrats considérés comme commerciaux par le droit national.

La nouvelle Convention aura pour conséquence de faire disparaître définitivement la discrimination dont certains de nos produits ont été l'objet, à un moment donné, à l'importation en Perse, au profit de produits similaires étrangers. L'on peut espérer qu'elle favorisera le développement des relations économiques entre l'Union Économique belgo-luxembourgeoise et la Perse et qu'elle amènera nos hommes d'affaires à orienter de plus en plus leur activité vers un marché appelé à offrir un débouché particulièrement intéressant pour beaucoup de nos produits d'exportation.

Signalons que, par lettres échangées au moment de la signature de la Convention, les Parties ont décidé, d'une part, d'appliquer, en matière douanière, aux relations entre les Possessions coloniales de la Belgique et de la Perse, le traitement de la nation la plus favorisée; d'autre part, de continuer à se faire bénéficier réciproquement, en attendant l'entrée en vigueur de la présente Convention, des droits de leur tarif minimum.

* * *

La deuxième Convention soumise à notre approbation, est la Convention d'établissement conclue à la même date entre la Belgique et la Perse. Jusqu'en

ces dernières années, les clauses d'établissement figuraient, ordinairement, dans des instruments diplomatiques ayant pour objet principal d'autres questions. Nous ne pouvons qu'apprécier favorablement, en vue de la bonne et efficace technique des Traités, la décision, qui tend à se généraliser, de régler désormais la question de l'établissement dans des Accords distincts.

D'une manière générale, l'Accord nouveau garantit aux ressortissants et aux sociétés de chacun des deux pays, sur le territoire de l'autre, au point de vue du séjour, de la propriété, de l'exercice de leurs activités, des impôts, de leurs droits en justice, un régime libéral, identique tantôt à celui dont jouissent les nationaux, tantôt à celui dont bénéficient les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les articles 1 et 2 proclament le droit, pour les ressortissants de chacune des Parties contractantes, d'être traités dans le territoire de l'autre conformément aux règles ordinaires du droit international. Sous réserve de l'application des dispositions relatives à la police des étrangers, aux passeports, à l'immigration de la main-d'œuvre étrangère, ils permettent la libre entrée et l'établissement des ressortissants de l'un des deux pays dans l'autre.

En ce qui concerne l'exercice du commerce, de l'industrie et des professions, l'assimilation aux nationaux est accordée en principe, une exception, en effet, a dû être faite pour les monopoles et les professions que la loi locale réserverait exclusivement aux nationaux (art. 3).

La même assimilation est consacrée pour ce qui touche aux perquisitions ou visites domiciliaires, à la protection légale de la personne et de biens, à l'accès aux tribunaux, aux expropriations.

Il est spécifié, toutefois, que la question de la *cautio judicatum solvi* et celle de l'assistance judiciaire gratuite restent en dehors du cadre de la Convention.

D'autre part, il a paru utile — surtout pour les Belges résidant en Perse — de faire reconnaître l'application de la loi nationale en matière de statut personnel (art. 6).

En ce qui concerne l'acquisition, la possession et la disposition des biens mobiliers et immobiliers, le traitement de la nation la plus favorisée est garanti par les articles 7, alinéa 1, et 9, alinéa 3.

En matière d'impôt, les personnes physiques ne peuvent être astreintes à une charge plus lourde que les nationaux (art. 3, alinéa 2), tandis que les sociétés jouissent, à cet égard, du traitement accordé à la nation la plus favorisée (art. 9, alinéa 4).

Il convient, enfin, de signaler la disposition de l'article 8 — qui a son équivalent dans beaucoup d'autres Conventions — et qui a pour objet l'exemption de tout service militaire et de l'obligation à tout emprunt forcé, tout en consacrant une assimilation complète avec les nationaux en ce qui concerne les réquisitions militaires en temps de paix ou en temps de guerre.

En résumé, comme le fait observer l'Exposé des motifs, ce Traité assure aux Belges en Perse les droits et les garanties nécessaires pour leur permettre d'y exercer efficacement leur activité et il constitue, à ce titre, le complément nécessaire du Traité de commerce ci-dessus qui est soumis à notre approbation.

* * *

Enfin, la troisième Convention soumise à notre approbation est le Traité d'amitié conclu à Téhéran, le 23 mai 1929, entre la Belgique et la Perse. Ce Traité ne se borne pas à formuler en termes usuels la stipulation générale prévoyant qu'il y aura paix perpétuelle et amitié constante entre les Hautes Parties contractantes. Il consacre, sur la base de l'arbitrage, un pacigéiat positif nettement organisé. En effet, indépendamment des stipulations par

lesquelles les Parties établissent ou s'engagent à établir leurs relations diplomatiques et consulaires et à régler leurs rapports commerciaux, douaniers et de navigation, comme les conditions d'admission et de séjour de leurs ressortissants respectifs, d'une manière conforme aux principes et à la pratique du droit commun international et sur la base d'une parfaite réciprocité et égalité, l'article 5 prévoit expressément le règlement pacifique de différends pouvant surgir, conformément à la procédure remarquable suivante :

Art. 5. — Les Etats Contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre eux à propos de l'application ou de l'interprétation des stipulations de tous les Traités et Conventions conclus ou à conclure, y compris le présent Traité et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également, le cas échéant, à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application des dits Traités et Conventions.

La décision du Tribunal arbitral obligera les Parties.

Pour chaque litige, le Tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats Contractants et de la façon suivante : dans le délai de trois mois, à dater du dépôt de la demande, chacun des deux Etats désignera un arbitre, qui pourra être choisi parmi ses ressortissants ou parmi les ressortissants d'un Etat tiers.

Si, à l'expiration du susdit délai de trois mois, l'Etat défendeur n'a pas désigné d'arbitre, le choix en sera fait, à la demande de l'Etat demandeur, par le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale, parmi les ressortissants de l'Etat défendeur.

Dans un nouveau délai de deux mois, les Parties se mettront d'accord sur les termes du compromis saisissant le Tribunal arbitral du différend, déterminant sa compétence, énonçant les points en litige et fixant la procédure à suivre pour leur donner une solution. Au cas, où le délai de deux mois écoulé, les deux Etats ne se seraient pas entendus sur le compromis, le soin de l'établir serait confié au Tribunal arbitral saisi par l'Etat demandeur.

Si les deux arbitres ne parviennent pas à se mettre d'accord sur l'établissement d'un compromis dans le délai de deux mois à partir du moment où ce soin aurait été confié au Tribunal arbitral ou si les deux arbitres ne parviennent

pas à régler le différend dans un délai raisonnable qui devra, d'ailleurs, être fixé dans le règlement de procédure, les deux Etats choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un Etat tiers. Si les Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du moment où aura été formulée la demande de la nomination d'un tiers arbitre, ils prieront en commun ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre eux priera le Président de la Cour Permanente de Justice Internationale de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des Parties, il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la désignation du tiers arbitre.

Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers arbitre et, à défaut, d'un compromis entre les deux Etats Contractants ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, le tiers arbitre se joindra aux deux premiers arbitres, et le Tribunal, ainsi formé, déterminera sa procédure et règlera le différend.

Toutes les décisions du Tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Pour tout différend autre que ceux relatifs à l'application ou à l'interprétation de Traités ou Conventions et qui n'auraient pu être réglés, de façon satisfaisante, par les procédés diplomatiques ordinaires, les Hautes Parties Contractantes, respectueuses de leurs obligations en tant que Membres de la Société des Nations, conviennent de ne recourir qu'à des procédures de règlement pacifique. Elles détermineront, dans chaque cas, par compromis spécial, la procédure qui leur paraîtra la mieux appropriée.

Les Hautes Parties Contractantes conviennent, au surplus, que, au cas où elles viendraient toutes deux à adhérer à l'Acte Général d'Arbitrage du 26 septembre 1928 ou au Protocole

relatif à la compétence obligatoire de la Cour Permanente de Justice Internationale du 16 décembre 1920, les stipulations de ces Actes se trouveraient éventuellement d'application, nonobstant les stipulations du présent article.

* *

En ce qui concerne la durée des Accords ci-dessus, voir les stipulations convenues.

Les deux premières Conventions auront une durée de cinq ans. Au cas où six mois avant l'expiration de ces cinq années, ces Conventions n'auraient pas été dénoncées, elles seraient prorogées par tacite reconduction et ne cesseraient leurs effets que six mois après que l'une des Parties contractantes aurait marqué à l'autre son intention d'y mettre fin.

En ce qui concerne la troisième Convention, aucune durée n'est prévue par le Traité d'amitié. Toutefois, un Protocole final stipule que la clause concernant l'arbitrage pourra être révisée dix ans après la date de l'échange des ratifications.

La Commission des Affaires Étrangères, à l'unanimité de ses membres, a l'honneur de proposer au Sénat l'approbation des trois Conventions ci-dessus conclues avec la Perse.

Le Président-Rapporteur,
Baron DESCAMPS.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 13 MAART 1930.

Verslag uit naam van de Commissie van Buitenlandsche Zaken belast met het onderzoek der Wetsontwerpen :

- 1° Tot goedkeuring van het Vriendschapsverdrag gesloten te Teheran op 23 Mei 1929, tusschen België en Perzië;**
- 2° Tot goedkeuring van de Vestigingsovereenkomst gesloten tusschen België en Perzië op 9 Mei 1929;**
- 3° Tot goedkeuring van de Handels- en Scheepvaartovereenkomst gesloten te Teheran op 9 Mei 1929, tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Perzië.**

(Zie de n^{rs} 78, 79 en 80 van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren Baron DESCAMPS, voorzitter-verslaggever ; Baron DE DORLODOT, Baron DE KERCHOVE D'EXAERDE, DIGNEFFE, FRANÇOIS, JOACHIM, SEGERS en VOLCKAERT.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Uit naam van uwe Commissie van Buitenlandsche Zaken heb ik de eer verslag uit te brengen over de drie Akkoorden tot vervanging van het kapitulatieregime in Perzië uitgevoerd bij het Verdrag van 31 Juni 1857 en door de Perzische Regeering bij de vreemde Mogendheden opgezegd op 10 Mei 1927.

Deze nieuwe Akkoorden omvatten drie overeenkomsten :

De eerste is de Handels- en scheepvaartovereenkomst te Teheran gesloten op 9 Mei 1929 tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Perzië. Deze Overeenkomst, waarvan de Memorie van Toelichting de bijzonderste bepalingen onderstreept, wordt, over 't algemeen, ingevoerd op grond van de meest begunstigde natie bij den

in- en uitvoer van koopwaren van het tolgebied van een der Verdragsluitende partijen.

De nieuwe Overeenkomst bevat de bepalingen die in onze Handelsverdragen meestal voorkomen betreffende de inlandsche taxes en rechten, de formaliteiten met betrekking tot de bewijsstukken van herkomst, de vrijheid van het transitoverkeer, het regime der handelsreizigers en hunne stalen, de behandeling van de koopvaardischepen en hunne ladingen. Van het voordeel der meestbegunstiging sluit zij, zooals het de regel is, de bijzondere voorrechten uit die in geval van tolunie of in de grensbetrekkingen met de belendende Staten worden toegestaan.

De verdragsluitende partijen komen overeen hunne wederzijdsche handelsbetrekkingen door geen enkel in- of uitvoerverbod te belemmeren, met uit-

zondering der reeksen van verbodsbepalingen en beperkingen toegelaten door de Internationale Overeenkomst geteekend te Geneve op 8 November 1927. De Partijen verbinden zich bovendien in hunne wederzijdsche betrekkingen de volgende internationale overeenkomsten toe te passen :

1^o De Overeenkomst gesloten te Geneve in 1923 voor de vereenvoudiging der douaneformaliteiten;

2^o De Overeenkomst en het Statuut betreffende het internationaal regime der zeehavens ondertekend te Geneve in 1923;

3^o Het Protocol aangaande de arbitragebepalingen opgemaakt te Geneve in 1923 wat betreft de contracten die door hun nationaal recht als handelscontracten worden beschouwd.

De nieuwe Overeenkomst zal voor gevolg hebben de discriminatie te doen verdwijnen waarvan sommige onzer producten op zeker oogenblik het voorwerp geweest zijn bij den invoer in Perzië ten voordeele van gelijkaardige vreemde producten. Men mag hopen dat zij de ontwikkeling der economische betrekkingen tusschen de Belgisch-Luxemburgsche Economische Unie en Perzië zal bevorderen en dat zij er onze zakenlieden toe zal brengen steeds meer en meer hunne werkzaamheid te richten naar een markt die voor vele onzer uitvoerproducten een zeer belangwekkend afzetgebied kan worden.

Merken wij op dat door brieven gewisseld bij het ondertekenen der Overeenkomst, de Partijen hebben besloten, eenerzijds, in zake douane op de betrekkingen tusschen de koloniale bezittingen van België en Perzië de behandeling der meestbegunstigde natie toe te passen; anderzijds, in afwachting van de inwerkingtreding van het onderhavig Verdrag, elkander verder het genot der rechten van hun minimumtarief toe te staan.

* *

De tweede Overeenkomst die ons wordt voorgelegd is een vestiginsovereenkomst die op denzelfden datum tusschen België en Perzië werd gesloten.

Tot in deze laatste jaren kwamen de vestigingsbepalingen gewoonlijk voor in verdragen die in hoofdzaak op andere kwesties betrekking hadden. Met het oog op een goede en degelijke techniek van de verdragen, kunnen wij niet anders dan het besluit goedkeuren dat algemeen schijnt te worden en voortaan in afzonderlijke Akkoorden het vraagstuk van de vestiging wil regelen.

Over het algemeen wordt door dit Akkoord voor de onderhoorigen en de maatschappijen van elk van beide Landen op het grondgebied van het andere, ten opzichte van het verblijf, den eigendom, de uitoefening hunner werkzaamheid, de belastingen, hunne rechten in rechtszaken, een zeer liberaal regime verzekerd dat nu eens overeenkomt met het regime dat de eigen landgenooten genieten dan weer met datgene waarvan de onderhoorigen der meest begunstigde natie het voordeel hebben.

Artikelen 1 en 2 verkondigen het recht voor de onderhoorigen van elk der Verdragsluitende Partijen om op het grondgebied der andere behandeld te worden overeenkomstig de gewone regelen van het internationaal recht. Onder voorbehoud van de toepassing der beschikkingen betreffende de vreemdelingenpolitie, de paspoorten, de immigratie van vreemde werkkrachten, laten ze aan de onderhoorigen van een van beide Landen toe vrijelijk in het andere binnen te treden en er zich te vestigen.

Wat de uitoefening van den handel, de nijverheid en de beroepen betreft, wordt de gelijkstelling met de landgenooten in beginsel toegestaan; een uitzondering moest immers gemaakt worden voor de monopolies en de beroepen die door de plaatselijke wet uitsluitend aan de landgenooten zelf zouden voorbehouden zijn (art. 3).

Dezelfde gelijkstelling wordt gehuldigd wat betreft de huiszoekingen of

doorzoekingen, de wettelijke bescherming van den persoon en de goederen, den toegang tot de rechtbanken en de onteigeningen.

Er is echter bepaald dat de kwestie van de *cautio judicatum solvi* en die van den kosteloozen gerechtelijken bijstand buiten het kader dezer Overeenkomst blijven.

Anderzijds, is het nuttig gebleken vooral voor de in Perzië gevestigde Belgen — de toepassing van de nationale wet in zake het persoonlijk statuut te doen erkennen (art. 6).

Wat betreft de verwerving en het bezit van roerende en onroerende goederen alsmede de beschikking over deze goederen, wordt de behandeling van de meestbegunstigde natie gewaarborgd door artikelen 7, alinea 1, en 9, alinea 3.

In zake belasting kunnen de fysieke personen niet aan een zwaarder last onderworpen worden dan de landgenooten (art. 3 alinea 2), terwijl de maatschappijen te dien opzichte de behandeling toegestaan aan de meest begunstigde natie genieten (art. 9, alinea 4).

Ten slotte dient er nog gewezen op de beschikking van artikel 8 — die ook voorkomt in vele andere overeenkomsten — en die de vrijstelling voorziet van elken militairen dienst en van de deelneming aan elke verplichte leening, terwijl een volledige gelijkstelling met de landgenooten verstrekt wordt wat betreft de militaire opeischingen in vredes- of in oorlogstijd.

Kortom, zooals de Memorie van Toelichting doet opmerken verzekert dit Verdrag aan de Belgen in Perzië, de noodige rechten en waarborgen om hen in staat te stellen aldaar met vrucht hunne werkzaamheid uit te oefenen en als dusdanig vormt het de noodzakelijke aanvulling van het Handelsverdrag dat eveneens aan uwe goedkeuring onderworpen is.

* * *

De derde Overeenkomst, waarvan men ons goedkeuring vraagt, is het vriendschapsverdrag op 23 Mei te Téhéran gesloten tusschen België en Perzië. Dit Verdrag bepaalt er zich niet bij in de gebruikelijke bewoordingen de algemeene bepaling te formuleeren waarbij voorzien wordt dat er tusschen de hooge verdragsluitende partijen eeuwige vrede en bestendige vriendschap zullen heerschen. Het huldigt, op grond van de arbitrage, een duidelijk georganiseerd en positief vredesbeleid. Inderdaad, onaan gezien de bepalingen, waarbij partijen hare diplomatieke- en consulaire betrekkingen inrichten en hare handels-, tol-, en scheepvaartbetrekkingen regelen evenals de voorwaarden van toelating en van verblijf van hunne onderhoorigen overeenkomstig de beginselen en de gebruiken van het internationaal gemeen recht en op grond van eene volmaakte wederkeerigheid en gelijkheid, voorziet artikel 5 uitdrukkelijk de vreedzame regeling van de geschillen die mochten rijzen overeenkomstig de volgende merkwaardige procedure.

Art. 5. — De Verdragsluitende Staten komen overeen al de geschillen die tusschen hen zouden oprijzen aangaande de toepassing of de uitlegging van de bepalingen van al de gesloten of te sluiten verdragen en overeenkomsten, met inbegrip van dit verdrag, en die binnen een redelijken termijn niet in der minne door de gewone diplomatieke middelen geregeld konden worden aan arbitrage te onderwerpen.

Deze beschikking zal eveneens in voorkomend geval toepasselijk zijn op de voorafgaande kwestie of het geschil betrekking heeft op de uitlegging of op de toepassing van gezegde verdragen en overeenkomsten.

De uitspraak van het scheidsgerecht zal voor de Partijen bindend zijn.

Voor elk geschil zal het scheidsgerecht samengesteld worden op verzoek van een der Verdragsluitende Partijen en wel op de volgende wijze : binnen den termijn van drie maanden, te rekenen van de nederlegging van het verzoek, zal elk van beide Staten een scheidsrechter aanwijzen, die onder zijne onderhoorigen of onder de onderhoorigen van een derden Staat zal kunnen gekozen worden.

Indien bij het verstrijken van bovenvermelden termijn van drie maanden, de verwe-

rende Staat geen scheidsrechter heeft benoemd, dan zal op verzoek van den aanleggenden Staat de keus worden gedaan door den Voorzitter van het Bestendig Hof voor Internationale Justitie onder de onderhoorigen van den verwerenden Staat.

Binnen een nieuwen termijn van twee maanden zullen de Partijen het eens worden over de termen van het compromis, dat het geschil bij het scheidsgerecht aanhandig maakt, dezès bevoegdheid bepaalt, de punten waarover het geschil gaat aanduidt en de te volgen procedure om er een oplossing aan te geven vaststelt. Ingeval, na verloop van den termijn van twee maanden, beide Staten het niet eens zouden geworden zijn over het compromis, dan zal de zorg om dit op te stellen toevertrouwd worden aan het scheidsgerecht waarbij de zaak door den aanleggenden Staat aanhangig werd gemaakt.

Indien de twee scheidsrechters niet kunnen overeenkomen aangaande het opmaken van een compromis, binnen den termijn van twee maanden te rekenen van het oogenblik waarop deze zorg aan het scheidsgerecht werd toevertrouwd of indien de twee scheidsrechters er niet toe komen het geschil te regelen binnen een redelijken tijd, die trouwens in het reglement van rechtspleging zal moeten vastgesteld worden, dan zullen de twee Staten als derden scheidsrechter een onderhoorige van een derden Staat kiezen. Indien de Staten het niet eens worden over de keus van een derden scheidsrechter binnen den tijd van twee maanden, te rekenen van het oogenblik waarop het verzoek tot benoeming van een derden scheidsrechter ingediend werd, dan zullen zij samen of, bij gebreke van indiening van dit gezamenlijk verzoek binnen een nieuwen termijn van twee maanden, dan zal de meest gereede van beiden den Voorzitter van het Bestendig Hof van Internationale Justitie verzoeken dezen derden scheidsrechter te benoemen onder de onderhoorigen van derde Staten. In gemeen overleg tusschen Partijen zal hem een lijst overhandigd kunnen worden van de derde Staten waartoe zijne keus zich zal moeten beperken. Zij behouden zich het recht voor, zich vooraf voor een bepaalde periode te verstaan over de aanwijzing van den derden scheidsrechter.

Ingeval men heeft moeten overgaan tot de aanwijzing van een derden scheidsrechter en bij gebrek aan een compromis tusschen beide Verdragsluitende Staten waarbij de procedure werd vastgesteld die, te rekenen van deze aanwijzing gevolgd moet worden, zal de derde scheidsrechter zich bij de twee eerste scheidsrechters aansluiten en de aldus gevormde rechtbank zal zelf hare procedure bepalen en het geschil beslechten.

Al de beslissingen van het scheidsgerecht

zullen bij meerderheid van stemmen genomen worden.

Voor elk ander geschil dan degene die betrekking hebben op de toepassing of de uitlegging der verdragen of overeenkomsten en die niet op voldoende wijze geregeld konden worden door de gewone diplomatieke middelen, komen de Hooge Verdragsluitende Partijen, hunne verplichtingen als leden van den Volkenbond eerbiedigend, overeen hunne toevlucht slechts te nemen tot procedures van vreedzame regeling. Zij zullen in elk geval door een bijzonder compromis de procedure bepalen die hun het meest geschikt zal voorkomen.

De Hooge Verdragsluitende Partijen komen bovendien overeen dat, ingeval zij beiden zouden toetreden tot de Algemeene Arbitrage-Akte van 26 September 1928 of tot het Protocol betreffende de verplichte bevoegdheid van het Bestendige Hof van Internationale Justitie van 16 December 1920, de bepalingen dezer Akten eventueel van toepassing zouden zijn, niettegenstaande de bepalingen van dit artikel.

* * *

Wat betreft den duur van hooger bedoelde Akkoorden verwijzen wij naar de overeengekomen bepalingen.

De eerste twee Overeenkomsten hebben een duur van vijf jaar. Mochten, zes maanden vóór het verstrijken dezer vijf jaar, bedoelde Overeenkomsten niet zijn opgezegd, dan worden zij verlengd bij stilzwijgende hernieuwing, en zouden zij pas ophouden van kracht te zijn zes maanden nadat één der verdragsluitende Partijen aan de andere kennis zou hebben gegeven van haar voornemen er een einde aan te stellen. (Art. 12.)

Wat betreft de derde Overeenkomst, wordt door het Vriendschapsverdrag geen enkele duur voorzien. Een slotprotocol bepaalt echter dat het beding, betreffende de arbitrage, tien jaar na den datum van de uitwisseling der bekrachtigingen zal kunnen worden herzien.

Eensgezind heeft de Commissie van Buitenlandsche Zaken de eer aan den Senaat de goedkeuring voor te stellen van hooger bedoelde drie Overeenkomsten met Perzië gesloten.

De Voorzitter-Verslaggever,
Baron DESCAMPS.